

HGGSP

Thème 2, Axe 1 – Essor et déclin des puissances : un regard historique

Introduction p. 116

La puissance n'est pas un état permanent, mais un processus dynamique. Certaines puissances connaissent des périodes d'essor spectaculaire, puis traversent des phases de déclin qui remettent en question leur influence internationale.

L'Empire ottoman, qui a dominé une large partie du monde méditerranéen pendant des siècles, et la Russie, qui tente de se reconstruire après l'effondrement de l'URSS, illustrent ces trajectoires complexes.

Ces deux exemples permettent de comprendre comment les facteurs historiques, politiques et géographiques façonnent la puissance des États sur la scène internationale.

Jalon 1, Cours p. 118 : L'essor d'une puissance internationale historique : l'Empire ottoman

1. Une principauté devenue empire

A. Émergence d'un nouvel acteur géopolitique

C'est en Anatolie, à partir de la fin du XIII^e siècle, que se constitue un État ottoman. Dans ce territoire fragmenté politiquement entre Byzantins chrétiens et Turcs musulmans, ce qui n'est encore qu'une petite principauté d'origine nomade impose sa domination aux autres principautés turques de la région. Les premiers souverains ottomans rassemblent leurs forces et lancent les *ghazi* (combattants de la foi) à la conquête de l'Empire byzantin.

Cette expansion repose sur une stratégie militaire et politique innovante. Les principautés turques, issues des migrations **seldjoukides**, sont alors en compétition sur un territoire morcelé. Les ghazi, guerriers musulmans, constituent un corps de combat motivé par le *djihad* (guerre sainte). Leur capacité à intégrer des populations diverses et à mobiliser des ressources militaires fait des Ottomans un acteur géopolitique émergent, capable de transformer rapidement une principauté en un **empire** continental.

B. La conquête de Constantinople : un tournant géopolitique

La prise de Constantinople en 1453 est un véritable coup de tonnerre en Europe. La capitale chrétienne tombe finalement, après 55 jours de siège, sous les coups de l'artillerie ottomane. Cette retentissante victoire, célébrée par les Ottomans comme celle de l'islam sur la chrétienté, signe la fin de l'Empire byzantin.

L'État ottoman constitue désormais un véritable empire. La prise de Constantinople par les armées de Mehmed II (1451-1481) a permis en effet d'opérer la jonction entre l'Anatolie et les Balkans et de réaliser ainsi l'unité territoriale et politique dans la continuité d'une logique impériale. Les **sultans** se retrouvent à la tête d'un vaste territoire unifié et compact du Danube à l'Euphrate, contrôlant des routes commerciales stratégiques et symboliques.

II. Les ressorts de la puissance impériale

A. Diriger et contrôler l'empire

Le sultan réside à Constantinople (Istanbul) et concentre entre ses mains l'autorité politique et religieuse. Son pouvoir puise dans l'héritage impérial romain (*imperator*), turc (*khan*) et islamique. Maître de l'Empire, chef de l'armée, il est, aux yeux des musulmans **sunnites**, le *padishah* (empereur) de l'Islam. Son pouvoir repose sur le droit islamique et le droit séculier (non religieux).

L'administration est centralisée. Le sultan gouverne à travers un conseil impérial, le *Divan*, dirigé par un grand **vizir** qu'il nomme et peut destituer quand bon lui semble. Dans les provinces, l'administration territoriale, qui connaît des variations régionales, est calquée sur l'organisation de l'armée. Ce système complexe, avec ses multiples échelons hiérarchiques, permet de maintenir une cohésion et une efficacité administrative sur un territoire immense, illustrant une capacité politique remarquable.

B. Un empire cosmopolite et multiconfessionnel

La politique ottomane est marquée par la volonté de gérer pacifiquement l'empire. Les Ottomans ont pourtant détruit les États conquis, massacrant ou

asservissant leurs habitants. Mais assurer la pérennité d'un tel empire implique de laisser des marges d'autonomie nécessaires aux provinces et de s'accommoder de pouvoirs locaux. De fait, jusqu'à la fin du XVI^e siècle, les révoltes sont rares : pour l'essentiel, la paix règne au sein de l'Empire.

À l'image d'Istanbul, cité cosmopolite et polyglotte, l'Empire est composé d'une mosaïque de populations qu'il s'efforce d'intégrer. Peuplé majoritairement de musulmans, et fidèle à la tradition islamique, l'Empire accorde aux juifs et aux chrétiens le statut de ***dhimmi*** : protégés par le sultan, ils restent cependant des sujets de second rang. Quant aux cadres de l'armée et de l'administration, comme les **janissaires** ou les grands vizirs, souvent originaires des Balkans, ils sont « ramassés » dans le cadre du ***devchirmé***.

III. L'empire au sommet : rayonnement et stratégie

A. La maîtrise des routes commerciales

Les sultans ayant assuré leur domination sur la mer Noire cherchent à contrôler les circuits commerciaux qui relient l'océan Indien à la Méditerranée. Sous Sélim I^{er} (1512-1520) et Soliman le Magnifique (1520-1566), les conquêtes se poursuivent en direction de l'Azerbaïdjan, de l'Égypte, puis de l'Afrique du Nord et du Golfe persique. Soliman s'empare, en treize campagnes militaires, de l'Europe balkanique. Ses armées échouent toutefois devant Vienne (1529). L'Empire ottoman s'étend désormais sur trois continents.

Au XVI^e siècle, l'Empire est à l'apogée de sa puissance et de sa splendeur. Les sultans ayant assuré leur domination sur la mer Noire cherchent à contrôler les circuits commerciaux qui relient l'océan Indien à la Méditerranée. L'Empire ottoman

devient un sérieux concurrent pour les commerçants occidentaux, vécu comme une menace pour la chrétienté.

Sous Sélim I^{er} (1512-1520) et Soliman le Magnifique (1520-1566), les conquêtes se poursuivent en direction de l'Azerbaïdjan, de l'Égypte, puis de l'Afrique du Nord et du Golfe persique. Sous le règne de Soliman, l'Empire ottoman est peuplé de 22 millions d'habitants, représentant plus de 4 % d'une population mondiale estimée à 500 millions de personnes.

B. Un modèle de puissance méditerranéenne

Soliman s'empare, en treize campagnes militaires, de l'Europe balkanique. Ses armées échouent toutefois devant Vienne (1529). L'Empire ottoman s'étend désormais sur trois continents, devenant un acteur incontournable des relations internationales.

Les puissances européennes, inquiètes de dépendre des intermédiaires turcs, tentent d'ouvrir de nouvelles routes commerciales et se tournent vers l'Atlantique. En 1571, le pape appelle à la croisade contre les Turcs : lors de la bataille de Lépante, Espagnols et Vénitiens détruisent la flotte ottomane. Cette défaite, secondaire à l'échelle de l'Empire, inaugure toutefois un repli. L'Empire a atteint son extension maximale, désormais, il sera davantage question de stabiliser les frontières que de conquérir des provinces entières.

Jalon 1, Cours p. 120 : Le déclin de l'empire ottoman

I. Les premiers signes de fragilisation militaire

A. Des défaites navales et terrestres

L'Empire ottoman subit des revers militaires significatifs qui remettent progressivement en cause sa domination. En 1571, la bataille de Lépante marque un tournant symbolique : Espagnols et Vénitiens détruisent la flotte ottomane, inaugurant un repli en Méditerranée orientale. Bien que l'événement reste mineur pour les Ottomans, il annonce un affaiblissement de leur puissance maritime, jusqu'à là incontestée.

Aux XVII^e et XVIII^e siècles, les armées ottomanes multiplient les échecs stratégiques. Le siège de Vienne en 1683 aggrave particulièrement la situation financière et s'accompagne de traités défavorables. En 1699, le traité de Karlowitz contraint l'Empire à céder plusieurs territoires européens, dont la Hongrie, confirmant son recul militaire. Ces défaites successives remettent en question la supériorité ottomane, jadis crainte et respectée en Europe.

B. Des troubles politiques internes

L'Empire connaît des bouleversements politiques inédits qui fragilisent son système de gouvernance. En 1622, pour la première fois, un sultan (Osmân II) est déposé et exécuté, révélant des tensions internes profondes. Cet événement sans précédent traduit la déliquescence du pouvoir central et les luttes d'influence au sein même de l'administration impériale. La légitimité du pouvoir du sultan jusqu'alors considérée comme sacrée et intouchable, se trouve brutalement remise en question.

Malgré un bref renouveau sous la dynastie des vizirs Köprülü (1656-1703), les défaites s'enchaînent. La guerre devient quasi-permanente, notamment contre la Russie qui annexe la Crimée en 1783, reléguant l'Empire ottoman aux marges de l'Europe. Ces conflits successifs épuisent les ressources militaires et financières de l'Empire, accélérant inexorablement son déclin.

II. Un empire économiquement et structurellement fragilisé

A. Un déclin économique et technologique

L'Empire est pénalisé par l'absence de dynamique capitaliste. Éloigné du nouveau centre de gravité économique atlantique, il accumule un retard technologique et commercial significatif qui compromet sa puissance. Les innovations européennes contournent progressivement les routes commerciales traditionnelles contrôlées par les Ottomans. Ce décalage technologique devient un handicap majeur, révélant l'inadaptation des structures économiques ottomanes face aux mutations du commerce mondial.

L'Empire, autrefois plaque tournante des échanges entre l'Europe et l'Asie, se retrouve marginalisé dans les nouveaux circuits économiques mondiaux. Sa position géographique, jadis un atout stratégique, devient progressivement un facteur de déclin et d'isolement et elle aiguise les appétits des puissances européennes face à « l'homme malade de l'Europe ».

B. Un système impérial en déliquescence

Malgré sa composition cosmopolite et multiconfessionnelle qui avait fait sa force, l'Empire est désormais rongé par des problèmes de corruption et des tensions internes qui menacent son unité. Le système qui permettait de gérer pacifiquement

cette diversité se délite progressivement. Les mécanismes de cohésion sociale et administrative qui avaient permis la stabilité de l'Empire perdent de leur efficacité, révélant les limites du modèle impérial ottoman.

Les cadres de l'administration et de l'armée, jadis recrutés par le système du *devchirmé*, peinent à maintenir l'efficacité du système impérial. Les communautés non turques commencent à revendiquer leur autonomie, fragilisant un peu plus l'édifice impérial. L'émergence des **sentiments nationaux** met à mal le concept d'ottomanisme qui avait permis la cohésion de l'Empire.

III. Les ultimes tentatives de modernisation et l'effondrement

A. Les réformes des Tanzimat

Conscients du déclin, les sultans tentent de réformer l'armée et de trouver de nouvelles ressources. La période des **Tanzimat** (1839-1876) marque une volonté de modernisation administrative et juridique, avec des résultats mitigés. Ces réformes visent à introduire des principes occidentaux pour revitaliser l'Empire, en important des modèles administratifs, juridiques et militaires européens. Malgré ces efforts, la transformation reste superficielle et ne parvient pas à résoudre les problèmes structurels.

Les Jeunes-Turcs du Comité Union et Progrès souhaitent un État fort dominé par l'élément national turco-musulman. En 1908, ils réalisent un putsch contre le sultan, considérant les minorités chrétiennes (comme les Arméniens par exemple) comme un obstacle à leur volonté de « régénérer » l'Empire. Cette radicalisation nationaliste traduit la difficulté à trouver une voie de modernisation qui préserve à la fois l'unité impériale et réponde aux aspirations des différentes communautés.

B. L'effondrement final

La Première Guerre mondiale, marquée par le génocide perpétré contre les Arméniens, sonne le glas de l'Empire. Vaincus, les Ottomans signent l'armistice de Moudros le 30 octobre 1918. L'Empire, qui a perdu près de 800 000 soldats, est exsangue. Son territoire occupé est démantelé par le traité de Sèvres (1920), marquant la fin définitive de sa souveraineté. Ce démantèlement territorial traduit l'échec total de la politique impériale ottomane.

En réaction, Mustafa Kemal refuse cet abaissement et relance la guerre. En quelques mois, il récupère une partie des territoires perdus (prise de Smyrne) signant la victoire de la nouvelle Turquie entérinée par le traité de Lausanne en 1923. La monarchie ottomane est supprimée et la République est proclamée, mettant fin à six siècles d'histoire ottomane. Un nouvel État-nation émerge des cendres de l'Empire, rompant avec l'héritage impérial pluriséculaire.

Jalon 1, Étude p. 124 : L'affirmation de la puissance ottomane au XVI^e siècle

Doc 2 p. 124 : Une alliance stratégique avec la France contre les Habsbourg

Cette lettre inaugure une alliance diplomatique franco-ottomane. Elle s'accompagne d'un traité de capitulations assurant une liberté de commerce et de circulation aux non-musulmans dans l'Empire ottoman.

Moi qui suis l'Empereur des puissants empereurs, le prince des princes, le distributeur des couronnes des Rois qui sont assis sur les trônes du monde, l'ombre de Dieu sur les deux terres, le possesseur de la mer blanche¹ et de la mer Noire, le souverain de l'Asie et de l'Europe [...], vous avez fait savoir que l'ennemi s'est emparé de votre pays, que vous étiez actuellement en prison², et vous avez demandé ici aide et secours pour votre délivrance [...]. Il n'est pas étonnant que des Empereurs soient défaits et deviennent prisonniers. Prenez donc courage, et ne vous laissez pas abattre. Nos glorieux ancêtres et nos illustres aïeux (que Dieu illumine leur tombeau) n'ont jamais cessé de faire la guerre pour repousser l'ennemi et conquérir des pays ; et moi-même aussi, marchant sur leurs traces, j'ai soumis toutes les saisons des provinces.

Lettre de Soliman au roi de France, François I^{er}, février 1526.

1. Mer Méditerranée.

2. Charles Quint, roi d'Espagne et empereur germanique, avait fait prisonnier François I^{er}.

Doc 3 p. 124 : Une gestion pragmatique des territoires conquis

La bataille de Mohács s'avéra être l'un des événements les plus importants de l'histoire européenne du début du XVI^e siècle puisqu'elle conduisit à la confrontation directe entre Ottomans et Habsbourg, les deux puissances principales de l'époque dans l'est de l'Europe centrale [...]. Après la conquête de Buda en 1541, le but principal d'Istanbul était de sécuriser militairement la province et d'organiser son administration. [...] Comme dans les autres provinces, les terres hongroises conquises furent divisées [...]. Ensuite, Istanbul ordonna le renforcement des forts d'importance stratégique à la frontière [...]. Les réalités géopolitiques, tout particulièrement la force armée des garnisons de la frontière hongroise, limitaient considérablement l'autorité d'Istanbul en ce qui concernait l'administration, la taxation et la juridiction, ce qui conduisit à l'exercice en commun du pouvoir et de la taxation par les Hongrois et les Ottomans. La plupart des villages sous l'autorité ottomane avaient deux seigneurs, un sipahi ottoman et un propriétaire hongrois, et payaient des taxes à tous les deux.

Gabor Ágoston, « La frontière militaire ottomane en Hongrie », *Histoire, économie & société*, n° 3, 2015.

Doc 5 p. 125 : Le *devşirme* (« ramassage ») pour recruter les futurs janissaires

L'avantage qu'il y a à ramasser des fils d'infidèle est qu'en venant à l'Islam, ils feront preuve de zèle religieux, deviendront des ennemis de leur famille et de leurs proches, et que cela suscitera des liens forts du plus profonds d'eux-mêmes ; aux frontières [où l'Islam se couvre de] victoires, chacun d'entre eux fera preuve de vaillance et de bravoure. De plus, quand bien même toutes sortes de chances leur souriront et qu'ils deviendront *kethüda*¹ des janissaires, ils ne parviendront pas à faire exempter de la capitation² (en arabe *jiziya*, taxe sur les non-musulmans) leurs parents et proches qui sont infidèles [...]. En outre, quand il faut ramasser des fils d'infidèle, que l'on prenne le fils du notable, le fils du prêtre, le fils de bonne famille. Que l'on prenne un seul fils quand il y en a deux [...]. Qu'on ne prenne pas de fils quand il n'y en a qu'un seul. En effet, il ne faut pas que le père n'ait personne dans les travaux des champs [...].

Ensuite, une fois qu'on aura ramassé les garçons [...], on formera un convoi de 200 garçons. [...]. On consignera dans un registre les informations générales relatives au physique des garçons, leur district, leur village, les noms de leurs père et mère, le leur, leur nom infidèle et leur nom musulman, leurs signes particuliers, leur convoi et le lieu où celui-ci a été formé, les compagnies des chefs de convoi et leur numéro.

Extrait des * des janissaires du Seuil sublime, texte rédigé en 1606 par un secrétaire des janissaires anonyme.

1. Lieutenant, chef des janissaires au combat.
2. En arabe *jiziya*, impôt payé par les non-musulmans.

Étude p. 126 : Déclin et démantèlement de l'Empire ottoman

Doc 1 p. 126 : Les débuts de la révolte des Grecs de Morée (Péloponnèse) en 1821

En mars 1821, les patriotes grecs déclenchent un vaste soulèvement qui mène, après neuf années de guerre, à l'indépendance de la Grèce.

Puisque la nature humaine et toutes les diverses nations inclinent pour l'indépendance, c'est par nécessité que [les nations] feignent d'accepter l'obéissance et l'esclavage [...]. Dix-huit mois avant le commencement de leur révolte l'individu nommé Capo d'Istria¹, un *Rum*² du premier rang, originaire de Corfou, qui en tant que notable des Moscovites les servait comme secrétaire et qui était renommé pour sa connaissance intime de leurs secrets d'État, arriva dans son pays [...]. Peu de temps après il fut évident que le soulèvement des étendards de la révolte par la totalité des *reaya*³ était un résultat de l'agitation des traîtres de la péninsule par ledit Capo d'Istria et que les Russes en avaient toujours eu la direction [...]. Mais, puisqu'ils étaient obligés d'emprunter l'argent dont dépendait leur cause, dont la réalisation n'était connue que d'eux-mêmes, ils demandèrent l'assistance de l'Angleterre, qui a la position du banquier de l'Europe.

Extrait de *L'Histoire de l'insurrection en Morée*, de Moravi Yusuf Efendi, traduit dans E. Borromeo et N. Vatin (dir.), *Les Ottomans par eux-mêmes*, Les Belles Lettres, 2020.

1. Ioannis Capo d'Istria, ministre du tsar et futur gouverneur de la Grèce.

2. Littéralement « Romains ». Le terme désigne ici les Grecs orthodoxes.

3. Tous les contribuables de l'Empire (par opposition aux *Askeri* exemptés d'impôts).

Doc 3 p. 127 : L'échec des Jeunes-Turcs : des réformes à la violence

Les Jeunes-Turcs prennent le pouvoir en 1908, renversant le sultan Abdhülhamid II. Ils restaurent la Constitution libérale (1876-1878) et modernisent l'Empire ottoman sur le modèle occidental, tout en imposant une politique de "turcisation".

Partout, les Jeunes-Turcs avaient dorénavant le chemin libre pour appliquer leurs principes de liberté et d'égalité. Il faut reconnaître qu'au début de leur règne les Jeunes-Turcs firent un sincère effort pour opposer *au despotisme de la théocratie turque* l'idéal d'un *État ottoman tolérant et libéral*. Mais cet effort fut éphémère [et] finit par exaspérer toutes les populations non turques qui avaient contribué à l'instauration du nouvel ordre de choses. Les Arméniens, les Albanais, les Macédoniens, les Arabes demandaient avec véhémence des privilèges et des réformes. Les Jeunes-Turcs répondaient par une terreur toujours grandissante. L'Albanie fut ravagée par plusieurs expéditions militaires l'élément arménien laissé à la merci des Kurdes ; la population de la Macédoine surtout livrée à une extermination méthodique, exécutée, sous le manteau du désarmement et de la lutte contre les bandes, par la soldatesque turque.

André Mandelstam, « La Société des nations et les puissances devant le problème arménien », *Revue générale de droit international public*, 1926.

Doc 5 p. 127 : La guerre et la disparition de l'Empire ottoman

Le succès de cette révolte¹ [...] est aussi la résultante de la fragilisation de l'équilibre impérial ottoman [...]. Trois événements mettent un terme à la fidélité à l'ottomanisme [...]. Ils se succèdent dans les années 1915-1916. Le génocide des Arméniens en premier lieu, qui donne lieu à un afflux de réfugiés dans l'ensemble de la région et à l'installation d'une partie des survivants dans des villes comme Alep, Beyrouth ou Jérusalem. La famine au Liban, qui est à la fois causée par une invasion de sauterelles destructrices de récoltes et par la politique de réquisition orchestrée par le gouverneur ottoman Jamal Pacha.

Enfin, la vague de pendaisons en place publique, démonstration violente de la répression politique [...]. Ces trois événements traumatiques [...] mettent fin définitivement au long rêve de l'empire mosaïque et au mythe de la coexistence.

Leyla Dakhli, *Le Moyen-Orient. Fin XIX^e-XX^e siècle*, Le Seuil, 2016.

1. En 1916, une révolte arabe éclate, encouragée par la Grande-Bretagne en guerre contre l'Empire ottoman. L'Empire perd alors la quasi-totalité de ses provinces arabes.

Jalon 2, Cours p. 128 : La fin de l'Empire soviétique

I. L'URSS en crise, à la fin des années 1980

A. L'URSS et la guerre froide

Pendant plus de quarante ans, les relations internationales sont dominées par l'affrontement de l'URSS et des États-Unis, les deux superpuissances issues de la Seconde Guerre mondiale. Leur rivalité instaure un ordre bipolaire. L'URSS, qui a imposé des régimes communistes dans les pays à l'Est du **rideau de fer** (les démocraties populaires), cimente autour d'elle, dans le cadre du pacte de Varsovie, le bloc communiste contre l'impérialisme américain.

En 1979, l'invasion de l'Afghanistan par l'URSS clôt une période de fragile détente avec les États-Unis et relance la guerre froide. L'intervention est largement condamnée par la communauté internationale. L'URSS, pour soutenir les communistes afghans, s'engage dans une guerre longue et acharnée qui mobilise jusqu'à 120 000 soldats et provoque jusqu'à 2 000 morts par an. Le retrait humiliant en 1988 révèle les limites de la puissance soviétique, démoralise l'armée et entame le prestige international de l'URSS.

B. Le système soviétique dans l'impasse

À la fin des années 1980, la situation économique et sociale de l'URSS est catastrophique. Les besoins premiers de la société ont été négligés au profit de l'industrie lourde et de l'armée. Les pénuries sont chroniques, la productivité en baisse, la corruption et le marché noir se développent. La crise sociale s'aggrave : baisse de l'espérance de vie (65 ans en 1989), alcoolisme endémique. Arrivé au

pouvoir en 1985, Mikhaïl Gorbatchev entreprend de réformer le système. La **perestroïka** encourage l'esprit d'initiative et lance une vague de réformes économiques et sociales. La **glasnost** doit permettre de dénoncer les déficiences soviétiques.

Ces réformes déstabilisent davantage le système : les prix explosent, ce qui accroît la colère populaire. La glasnost permet l'émergence des contestations et de révéler les crimes du régime stalinien. La catastrophe de Tchernobyl (26 avril 1986) illustre tragiquement les défaillances du régime : 31 morts directs, des milliers de victimes indirectes, 350 000 personnes déplacées. Dans les **démocraties populaires**, la contestation grandit, notamment en Pologne avec le syndicat Solidarność qui rassemble 10 millions d'adhérents.

II. La désintégration rapide de l'Union soviétique (1988-1991)

A. L'émancipation des républiques soviétiques

La glasnost libère les revendications nationales dans les républiques soviétiques. Dès novembre 1988, l'Estonie, puis la Lituanie en mai 1989, affirment leur **souveraineté**. Le pouvoir central est également confronté aux troubles et violences qui éclatent entre l'Azerbaïdjan et l'Arménie à propos du Haut-Karabakh et entre la Géorgie et l'Abkhazie.

Au printemps 1990, les déclarations de souveraineté se multiplient, portées par des mouvements nationalistes. L'URSS, déjà confrontée à l'émancipation des pays d'Europe centrale (chute du mur de Berlin en novembre 1989), tente de réprimer le mouvement (intervention armée à Vilnius en janvier 1991 : 14 morts) mais ne parvient pas à enrayer ce processus de dislocation.

B. L'effondrement final du système soviétique

Gorbatchev est de plus en plus isolé, contesté à la fois par les réformateurs menés par Boris Eltsine qui le trouvent trop timide et les conservateurs qui l'accusent de détruire l'URSS. Du 19 au 21 août 1991, ces derniers tentent un putsch qui échoue face à la résistance populaire dirigée par Boris Eltsine, élu à la présidence de la Russie. Cet échec précipite la fin du Parti communiste soviétique, pilier du système depuis 1917, suspendu par Eltsine le 23 août.

Le 8 décembre 1991, la Russie, la Biélorussie et l'Ukraine créent la CEI (accords de Minsk) et actent la dissolution de l'URSS. Les autres républiques rejoignent la CEI, sauf les pays baltes qui se tournent vers l'Occident. Le 25 décembre, Gorbatchev démissionne : l'URSS, née en 1922, disparaît après 69 ans d'existence.

III. Les conséquences immédiates de l'éclatement

A. Un nouvel ordre mondial

Avec l'URSS, c'est le monde bipolaire de la guerre froide qui disparaît. La Russie devient la seule héritière de l'URSS, dont elle récupère le siège au Conseil de sécurité de l'ONU. Un accord signé en avril 1992 avec le Kazakhstan, l'Ukraine et la Biélorussie lui permet aussi de conserver l'arsenal nucléaire. Mais sa puissance militaire est divisée par deux (2,7 millions de soldats en 1992) et son territoire réduit de 5 millions de km². Son PIB chute de 50 % entre 1991 et 1995.

La Russie doit désormais repenser sa place dans le monde. Préoccupée par son propre développement, elle souhaite toutefois constituer un espace de sécurité régional dans le cadre de la CEI. Son influence, matérialisée par l'ex-armée

soviétique devenue l'armée russe, reste dominante sur ce qu'elle considère comme son « **étranger proche** ».

B. Les nouveaux contours du monde russe

Aux yeux des Russes, la disparition de l'URSS est aussi la fin d'un monde.

L'ancien empire est traversé de multiples fractures. Aux pertes de territoires et aux tensions frontalières, comme avec les Pays baltes, s'ajoute la question du retour au pays de 25 millions de Russes qui résidaient dans les anciennes républiques soviétiques où ils formaient une minorité diversement appréciée.

La Russie se trouve également confrontée à des velléités séparatistes internes.

Dans cet État composé d'une centaine de nationalités, la domination russe est source de crispations avec les minorités. L'éclatement soviétique libère ces tensions. La Tchétchénie déclare ainsi son indépendance en 1994. Pour éviter que d'autres territoires ne l'imitent, Moscou déclenche la guerre (1994-1996).

Jalon 2, Cours p. 130 : La reconstruction d'une puissance à l'échelle mondiale : la Russie depuis 1991

I. La Russie entre illusions démocratiques et autocratie

A. Les années Eltsine : la Russie dans la tourmente

La fin de l'URSS engage la Russie dans une transition politique et économique.

Le nouvel État rompt avec l'autoritarisme soviétique, opère une **transition démocratique** et tente de passer d'une économie planifiée à l'économie de marché. Ces bouleversements suscitent des résistances. En conflit avec le Parlement, contre lequel il lance l'armée, Eltsine fait adopter par référendum une constitution qui dote la Russie d'un régime présidentiel (1993). La démocratisation reste fragile et la réélection d'Eltsine en 1996 est entachée d'irrégularités.

Pour les Russes, ces années sont terribles. La « thérapie de choc » (désengagement de l'État, libéralisation des prix) provoque une hyperinflation, une brutale récession et la disparition des protections sociales. Alors que le PIB diminue de moitié entre 1991 et 1998, la misère se développe et l'espérance de vie baisse dans une société minée par les pratiques mafieuses et la corruption.

B. La Russie de Poutine : un retour à l'ordre

Vladimir Poutine veut incarner le renouveau. Pourtant, lorsqu'il arrive au pouvoir fin 1999, le pays est en profonde crise politique et morale. Sa reprise en main s'articule autour de deux projets : la « dictature de la loi » et la « verticale du pouvoir ». Il renforce l'exécutif, l'arsenal législatif, puis réaffirme le pouvoir de l'État

central sur les régions et le contrôle sur l'économie. Le régime poutinien est à la fois fondé sur le suffrage universel et l'autoritarisme d'un président fort.

Cette restauration de l'autorité étatique passe par un contrôle accru des médias et de l'opposition. Le patriotisme et le traditionalisme s'imposent comme les nouveaux fondements idéologiques. L'espace politique est confisqué par le parti présidentiel « Russie unie » qui s'attaque à toute forme d'opposition et de contre-pouvoir. Poutine est régulièrement réélu : en 2024, il obtient 87 % des voix au cours d'élections truquées.

II. Réaffirmer la puissance russe sur la scène internationale

A. Le retour de la puissance militaire

La modernisation des forces armées constitue une priorité pour restaurer la puissance russe. Les dépenses militaires augmentent et la dissuasion nucléaire est maintenue et modernisée. À l'échelle de son voisinage et de l'Arctique, la Russie défend ses intérêts géostratégiques. Elle cherche à reconstituer son emprise et contrôler les routes des hydrocarbures. En 2003-2004, les accents pro-européens des **révolutions de couleur** sont vécus comme une inquiétante ingérence occidentale.

La Russie n'hésite pas à recourir à la force pour défendre ce qu'elle considère comme sa sphère d'influence. En 2008, elle intervient en Géorgie et attise les tensions séparatistes à son profit. L'annexion de la Crimée en 2014, l'intervention militaire à partir de 2015 en Syrie – en soutien du dictateur Bachar el-Assad –, et l'attaque de l'Ukraine en 4 février 2022 sont autant de démonstrations de force destinées à marquer le retour de la Russie comme acteur militaire global.

B. Une diplomatie active

À l'échelle régionale, la Russie cherche à maintenir son influence sur son « étranger proche ». Elle utilise sa position de fournisseur énergétique majeur comme levier d'influence et développe des partenariats stratégiques via la CEI ou l'Union économique eurasiatique créée en 2015. Elle souhaite renforcer l'**Organisation de coopération de Shanghai** qui s'est élargie à l'Iran en 2023.

Dans un monde multipolaire, la Russie entend imposer un nouvel ordre mondial. Exclue du G8, elle cherche à sortir de son isolement en s'appuyant notamment sur les **BRICS+** et à affirmer son leadership face à l'Occident.

L'implantation militaire et diplomatique sur le continent africain, au détriment des Occidentaux, est une de ses priorités et passe par une stratégie officielle et souterraine : vente d'armes, accords de coopération militaire, stratégie médiatique et numérique, déploiement de mercenaires de sociétés privées (Wagner).

III. Une stratégie de puissance aux résultats contrastés

A. Du *hard* au *soft power* : une stratégie hybride

La Russie cherche à renforcer son influence culturelle. Elle s'appuie sur des médias internationaux comme RT (ex-Russia Today) ou l'agence Sputnik pour diffuser sa vision du monde. Dans une logique de **sharp power**, elle mène, à grand renfort de **cyberpropagande** et campagnes de déstabilisation, une véritable « guerre informationnelle » contre ses adversaires.

Le *soft power* russe passe aussi par la promotion de valeurs conservatrices et traditionnelles, en opposition au libéralisme occidental. Le pouvoir réinvestit les symboles de la grandeur passée, tant impériale que soviétique, avec le soutien de

l'Église orthodoxe. L'accueil d'événements sportifs comme les Jeux Olympiques de Sotchi en 2014 ou la coupe du monde de football en 2018 visent à projeter l'image d'une Russie moderne et puissante.

B. Des limites persistantes

La Russie reste une « puissance pauvre ». Son économie est vulnérable aux cours des matières premières et aux sanctions internationales. La modernisation technologique est freinée par le manque d'investissement et une géographie économique faite d' « archipels » productifs isolés. Ses fragilités structurelles, comme sa démographie déclinante, sont autant de freins à ses ambitions.

Face à ces contraintes la Russie se tourne de plus en plus vers l'Asie. Mais cette réorientation, dont témoigne son rapprochement avec la Chine, n'est pas sans risque : la Chine est un partenaire dominant qui étend son influence en Asie centrale. Malgré l'affirmation haute et forte de ses ambitions, la Russie de Vladimir Poutine peine encore à retrouver un statut de puissance globale.

Jalon 2, Étude p. 134 : L'effondrement de l'URSS

Doc 2 p. 134 : « Le pays allait mal »

« Chers compatriotes, concitoyens,

En raison de la situation qui s'est créée avec la formation de la Communauté des États indépendants, je mets fin à mes fonctions de président de l'URSS. [...]

Le destin a voulu qu'au moment où j'accédais aux plus hautes fonctions de l'État il était déjà clair que le pays allait mal. [...] La société étouffait dans le carcan du système de commandement administratif, condamné à servir l'idéologie et à porter le terrible fardeau de la militarisation à outrance. [...] Il fallait tout changer radicalement.

Je comprenais qu'entamer des réformes d'une telle envergure et dans une société comme la nôtre était une œuvre de la plus haute difficulté, et, dans une certaine mesure, risquée. Mais il n'y avait pas d'autre choix. [...] Le processus de rénovation du pays et de changements radicaux dans la communauté mondiale s'est révélé beaucoup plus ardu qu'on aurait pu le supposer. [...]

Une œuvre d'une importance historique a été accomplie :

- Le système totalitaire a été liquidé.
- Une percée a été effectuée sur la voie des transformations démocratiques. Les élections libres, la liberté de la presse, les libertés religieuses [...] sont devenus une réalité.

Nous vivons dans un nouveau monde :

- La guerre froide est finie, la menace d'une guerre mondiale est écartée [...].
- Nous nous sommes ouverts au monde [...].

- Les peuples, les nations ont obtenu une liberté réelle pour choisir la voie de leur autodétermination. »

Discours télévisé de M. Gorbatchev, 25 décembre 1991.

Doc 5 p. 135 : Quand les réformes de Gorbatchev font disparaître l'URSS

Le projet de Gorbatchev tient en trois mots : *Perestroïka* (restructuration), *Glasnost* (libération de la parole), *Novoe Myshlenie* (Nouvelle Pensée). Le nouveau réformateur de l'URSS veut moderniser son pays et le démocratiser. Pour ce faire, il est prêt à reconnaître la défaite de la Grande Puissance soviétique. Malgré l'hostilité des conservateurs du Parti [...], il abandonne l'Afghanistan et les autres États à orientation socialiste, renonce à la course aux armements et devient un partenaire des États-Unis, il accepte le démantèlement du bloc communiste jusqu'à la réunification allemande. La catastrophe de Tchernobyl est une défaite de plus du système dont il hérite. Mais le train des réformes ne conduit pas à la prospérité et aboutit à l'implosion du pays que Gorbatchev voulait réformer. La question nationale qui était l'angle mort de son programme s'avère la question décisive [...]. Sur le terrain des Républiques, la nouvelle vie politique stimule le sentiment national au détriment du cadre fédéral. [...] La République qui a peut-être le plus contribué à l'éclatement de l'URSS est celle qui se trouve en son centre – la RSFSR qui devient ensuite la Fédération de Russie. [...] Eltsine est élu par le Soviet suprême président de la République de Russie le 29 mai 1990. Comme les Baltes, les Arméniens et les Géorgiens, Eltsine déclare le 12 juin la souveraineté de la Russie et donc la primauté des lois de la République sur celle de l'URSS. Mais la RSFSR n'est pas une République comme les autres. Elle se confond très largement avec l'État fédéral. C'est la taille du territoire et de la population russe qui confère à l'Union soviétique son statut et sa puissance. En agissant de la sorte, Eltsine se pose [...] en rival de Gorbatchev [...]. Les réformes lancées par Gorbatchev pour restructurer l'Union soviétique entraînent la défaite de l'Empire soviétique et l'instauration d'une nouvelle Russie qui croit être débarrassée du fardeau de l'Empire.

**Sabine Dullin, *L'ironie du destin. Une histoire des Russes et de leur Empire*
(1853-1991), Payot, 2021.**

Jalon 2, Étude p. 136 : La reconstruction de la puissance russe ?

Doc 2 p. 136 : la Russie face à l'Occident : la doctrine de Karaganov¹

Dès les années 1990, Evgueni Primakov, premier ministre et ministre des Affaires étrangères de Boris Eltsine, affirmait la nécessité pour la Russie de se tourner vers la Chine et l'Inde. Désormais, avec la doctrine Karaganov, il s'agit de revendiquer un leadership russe face à l'Occident, d'opposer une « Majorité mondiale » à la « minorité occidentale ».

Le principal conflit du monde moderne est la contradiction entre, d'une part, la volonté de l'Occident, avec à sa tête les États-Unis, de préserver son hégémonie de cinq siècles qui lui a permis de redistribuer les richesses du monde en sa faveur et d'imposer sa culture et ses ordres politiques au monde et, d'autre part, le désir des pays non occidentaux d'accéder à une souveraineté pleine et entière, non contrainte par les dogmes, les institutions et les ordres de l'Occident. [...] Après le déclenchement de la crise ukrainienne, les relations avec les pays de la Majorité mondiale se sont révélées être l'atout le plus important de la politique étrangère russe. L'existence d'un réseau de pays incontrôlés ou non entièrement contrôlés par l'Occident rend impossible l'isolement de la Russie, limite considérablement l'efficacité des sanctions anti-russes. La victoire de la Russie en Ukraine sera un élan pour changer davantage l'équilibre mondial des pouvoirs [...].

L'avant-garde de la Majorité mondiale peut être considérée comme les BRICS et en partie l'Organisation de la Coopération de Shanghai [...] ainsi qu'un certain nombre de pays qui sont les plus actifs pour s'émanciper de l'hégémonie occidentale (Cuba, Venezuela et autres) [...].

Il est nécessaire d'assurer le leadership intellectuel et pratique de la Russie dans les institutions créées par les pays de la Majorité mondiale.

Sergueï Karaganov, « La politique de la Russie à l'égard de la « Majorité mondiale » », 2023.

1. Sergueï Karaganov, directeur du Conseil de politique étrangère et de défense, est considéré comme l'un des personnages les plus influents de la politique étrangère russe.

Points de vue p. 138 : Qu'est-ce que le *soft power* russe ?

Doc 1 p. 138 : Un *soft power* en direction du « monde russe »

Le « monde russe » est une notion née au XIX^e siècle qui désigne une sphère d'influence dépassant les frontières de la seule Russie. Réactivée après la chute de l'URSS, elle devient sous Vladimir Poutine un instrument destiné à déstabiliser l'Occident et à justifier l'impérialisme russe.

Le projet officiel consacré au « monde russe » prend forme dans les années suivantes et voit le jour en 2007 avec la création par décret, le 21 juin, de la fondation Rousski Mir (Monde russe). Il s'agit d'un organisme public destiné à la diffusion de la langue et de la culture russes, soutenant des programmes d'enseignement de la langue russe à travers le monde [...].

Cette fondation est complétée par la création le 6 septembre 2008 d'une autre institution dénommée *Rossotroudritchestvo* (coopération russe). Il s'agit d'une agence fédérale russe gouvernementale placée sous la juridiction du ministère russe des Affaires étrangères. Elle s'occupe principalement de l'administration des échanges culturels et de l'aide civile à destination de l'étranger [...].

Rossotroudritchestvo est notamment le principal acteur de la politique d'influence culturelle du Kremlin en Afrique. Un net renforcement est également observable en Amérique latine, en particulier depuis 2014. *Rossotroudritchestvo* réalise ses missions par le truchement des Maisons russes de la science et de la culture à l'étranger. Avec la fondation Rousski Mir, la chaîne de télévision internationale *Russia Today* (avril 2005) et l'agence de presse multimédia Spoutnik (novembre 2014), elle occupe une place importante dans le *soft power* russe dans le monde.

Zénon Kowal (diplomate belge, ancien conseiller spécial à l'ambassade d'Ukraine), « Rousski mir, le « monde russe » », *Desk Russie*, 12 mai 2024.

Doc 2 p. 138 : Une résolution de l'UE contre la cyberpropagande russe

Le gouvernement russe fait usage d'un panel étendu d'outils et d'instruments, tels que des groupes de réflexion et des fondations spéciales (*Russkyi Mir*), des autorités spéciales (*Rossotroudnichestvo*), des chaînes de télévision multilingues (*Russia Today*, par exemple), des soi-disant agences d'information et services multimédias (*Sputnik*, par exemple), des groupes sociaux et religieux transfrontaliers – le régime souhaitant se présenter comme le seul défenseur des valeurs chrétiennes traditionnelles –, des réseaux sociaux et des trolls internet, afin de s'attaquer aux valeurs démocratiques, de diviser l'Europe, de s'assurer du soutien interne et de donner l'impression que les États du voisinage oriental de l'Union européenne sont défaillants [...] la Russie investit dans ses instruments de désinformation et de propagande des ressources financières considérables, engagées par l'État directement ou par des entreprises et des organisations contrôlées par le Kremlin.

Communication stratégique de l'Union visant à contrer la propagande dirigée contre elle par des tiers, résolution adoptée par le Parlement européen le 23 novembre 2016.

Synthèse p. 140 : Essor et déclin des puissances : un regard historique

I. La naissance et la construction de deux empires

La construction de vastes empires reposait tout d'abord sur une capacité militaire, relevant d'une logique de *hard power*. Mais en étendant le périmètre de leur souveraineté au fil des conquêtes, les empires doivent parvenir à maintenir l'unité de l'ensemble et intégrer de nouvelles populations tout en conservant des hiérarchies et distinctions entre elles.

La prise de Constantinople, en 1453, permet à l'État ottoman de réaliser l'unité de son territoire et de devenir pleinement un empire. Soliman porte cette puissance expansionniste à son apogée : l'Empire ottoman s'impose comme la principale puissance en Méditerranée. Mais la pérennité de cet empire étendu sur trois continents ne peut se faire que par une gestion pragmatique, appuyée sur des intermédiaires et pouvoirs locaux. L'administration, centralisée, s'efforce de gérer pacifiquement l'empire et d'intégrer les différentes communautés auxquelles elle reconnaît un statut.

L'URSS naît en 1922 quelques années après la révolution russe de 1917, vaste entité territoriale inscrite pour l'essentiel dans les frontières de l'ancien empire russe. Au cours de la guerre froide, l'URSS cimente autour d'elle le bloc communiste opposé au camp occidental allié aux États-Unis. Cette nouvelle puissance se construit sur les bases d'une idéologie marxiste-léniniste, d'une économie contrôlée et planifiée, et d'un système politique autoritaire.

II. Des logiques impériales et leurs remises en cause

L'Empire ottoman voit son territoire se réduire tout au long du XIX^e siècle.

Confronté à des difficultés militaires et révoltes internes, il est progressivement distancé par l'Europe. Il est confronté aux ambitions des puissances européennes et aux forces centrifuges de provinces qu'il peine à contrôler. Les difficultés s'accroissent et les velléités autonomistes et revendications nationales achèvent de déstabiliser l'équilibre impérial. La série de réformes des *Tanzimat*, lancées à partir de 1839, tente de moderniser l'Empire, mais ne parviennent pas à enrayer le déclin.

L'URSS ne parvient pas à enrayer le processus de dislocation qui s'engage à la fin des années 1980.

Affaibli à l'étranger, contesté dans les démocraties populaires, aux prises avec une situation économique et sociale catastrophique, le système soviétique est à l'agonie. Mikhaïl Gorbatchev tente de le réformer mais se retrouve isolé, dépassé par le mécontentement populaire et les revendications nationales des différentes républiques soviétiques. La *perestroïka* et la *glasnost*, loin de renforcer le système, précipitent sa chute en libérant des forces longtemps contenues.

III. Disparitions et renaissances

Vaincu à l'issue de la Première Guerre mondiale, l'Empire ottoman voit son territoire occupé et démantelé.

Pour les populations, la guerre signe la rupture définitive avec l'ottomanisme et le mythe d'une coexistence au sein de l'Empire. Refusant la défaite et le démembrement du traité de Sèvres (1920), les nationalistes turcs menés par Mustafa Kemal appellent à la reconquête et lancent la guerre d'indépendance (1919-1922). Cette guerre, qui aboutit au traité de Lausanne (1923) est aussi une lutte contre l'ancien ordre ottoman qui se solde par la proclamation de la République de Turquie. Un an plus tard, l'abolition du califat met fin à six siècles d'histoire ottomane et à un Empire d'une longévité exceptionnelle. La transition d'un

empire multiethnique à un État-nation se traduit par des bouleversements démographiques et géopolitiques majeurs pour la région. Les « échanges » de population entre la Grèce et la Turquie, ainsi que la redéfinition des frontières, remodelent profondément la carte du Proche-Orient.

Après l'effondrement de l'URSS en 1991, la Russie traverse une crise profonde

sous Boris Eltsine. Aux difficultés économiques et sociales, s'ajoutent les tensions séparatistes comme en Tchétchénie. La Russie doit repenser sa place dans un monde qui devient multipolaire. L'arrivée au pouvoir de Vladimir Poutine fin 1999 marque le début d'une reconstruction de la puissance qui passe par la restauration de l'autorité de l'État et la centralisation du pouvoir. En s'appuyant sur l'exploitation des ressources énergétiques, il s'efforce de redonner au pays une stabilité. Sur la scène internationale, la Russie cherche à retrouver son statut de grande puissance, notamment en préservant son influence sur son « étranger proche ». À l'échelle de l'espace postsoviétique, la Russie n'en a pas terminé de se penser en empire. Cependant, des défis, économiques, sociaux et politiques, persistent. La Russie tente de diversifier ses alliances et de moderniser son économie, mais reste isolée et confrontée aux sanctions internationales. Engagée depuis 2022 dans une guerre d'invasion de l'Ukraine et une politique de défis à l'égard de l'ordre international, la Russie cherche à se positionner en leader des pays non occidentaux. Elle n'en reste pas moins fragile et isolée.